



NOUVEAU MONDE GRAPHITE

NOUVEAU MONDE GRAPHITE INC.
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON AUDITÉS
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS TERMINÉES
LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018
(EN DOLLARS CANADIENS)



Table des matières

États consolidés de la situation financière	1
États consolidés du résultat net et du résultat global	2
États consolidés des variations des capitaux propres	3
États consolidés des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5-16

	Notes	30 septembre 2019	31 décembre 2018
		\$	\$
ACTIF			
COURANT			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	8 970 973	3 794 449
Subvention à recevoir		419 057	235 835
Placements		24 702	19 757
Taxes d'achats à recevoir		463 946	979 158
Crédits d'impôt à recevoir	6	1 339 098	1 339 098
Charges payées d'avance		201 154	53 246
Total de l'actif courant		11 418 930	6 421 543
NON COURANT			
Crédits d'impôt à recevoir	6	3 801 262	2 811 454
Immobilisations corporelles	8	3 328 351	1 287 845
Immobilisations incorporelles	9	1 675 933	2 126 752
Actifs au titre du droit d'utilisation	10	408 712	-
Fonds à usage restreint	5	779 309	779 309
Actifs d'exploration et d'évaluation	11	31 373 455	24 252 483
Total de l'actif non courant		41 367 022	31 257 843
Total de l'actif		52 785 952	37 679 386
PASSIF			
COURANT			
Comptes créditeurs et charges à payer		2 877 346	5 785 742
Portion courante de la dette à long terme	7	4 711 737	930 841
Total passif courant		7 589 083	6 716 583
NON COURANT			
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	12	621 111	621 111
Passif d'impôt différé		5 115 480	3 860 873
Dettes à long terme	7	191 362	2 377 300
Autres passifs		100 233	448 168
Total passif non courant		6 028 186	7 307 452
Total du passif		13 617 269	14 024 035
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	13.1	56 181 435	36 242 680
Bons de souscription	13.2	3 963 755	4 779 707
Surplus d'apport		5 484 205	4 218 869
Déficit		(26 460 712)	(21 585 905)
Total des capitaux propres		39 168 683	23 655 351
Total du passif et des capitaux propres		52 785 952	37 679 386
Continuité d'exploitation	1		
Engagements	18		
Événements postérieurs	19		

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 29 novembre 2019.

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(s) Éric Desaulniers - « Administrateur »

(s) Yannick Beaulieu - « Administrateur »

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

	<i>Notes</i>	<u>Pour les périodes de trois mois terminées</u>		<u>Pour les périodes de neuf mois terminées</u>	
		<u>30 septembre</u>	<u>30 septembre</u>	<u>30 septembre</u>	<u>30 septembre</u>
		<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
		\$	\$	\$	\$
Charges					
Honoraires professionnels		191 537	178 559	628 713	464 277
Honoraires de consultation		86 412	264 131	193 680	541 702
Salaires et charges sociales		514 391	243 987	1 367 452	775 948
Paiements fondés sur des actions	13.5	210 744	87 143	403 792	725 517
Amortissements	8-10	175 388	160 584	516 231	330 752
(Gain) / Perte de valeur sur placement		(10 214)	36 214	(4 945)	30 420
Frais de déplacement, représentation et congrès		115 215	111 554	276 045	468 136
Frais de bureau		45 233	7 500	117 484	125 072
Frais de Bourse, autorités et communications		37 232	12 009	92 153	114 642
Autres charges opérationnelles		88 408	17 999	182 058	139 533
Frais (revenus) financiers, nets	7	28 269	13 448	195 470	(4 637)
Perte avant impôts		1 482 615	1 133 128	3 968 133	3 711 361
Charge d'impôt différé		394 973	2 066 188	906 674	2 066 188
Perte nette et résultat global		1 877 588	3 199 316	4 874 807	5 777 549
Résultat par action de base et dilué		(0,007)	(0,021)	(0,023)	(0,041)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		261 782 814	154 205 600	215 746 973	142 472 022

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

	Notes	Nombre	Capital actions	Bons de Souscription	Surplus D'apport	Déficit	Total des capitaux propres
			\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1er janvier 2019		175 311 126	36 242 680	4 779 707	4 218 869	(21 585 905)	23 655 351
Actions émises dans le cadre d'un placement privé	13.1	86 170 213	20 250 000	-	-	-	20 250 000
Frais d'émission d'actions		-	(403 792)	-	-	-	(403 792)
Expiration de bons de souscription	13.2	-	-	(833 140)	833 140	-	-
Exercice d'options d'achat d'actions	13.5	250 000	78 906	-	(28 906)	-	50 000
Actions émises pour des honoraires de consultation		51 475	13 641	-	-	-	13 641
Ajustement de valeur pour bons émis pour services rendus		-	-	17 188	-	-	17 188
Paie ment fondé sur des actions	13.5	-	-	-	461 102	-	461 102
Perte nette et résultat global		-	-	-	-	(4 874 807)	(4 874 807)
Solde au 30 septembre 2019		261 782 814	56 181 435	3 963 755	5 484 205	(26 460 712)	39 168 683
			\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1er janvier 2018		134 681 078	25 701 940	3 370 718	3 169 941	(12 777 560)	19 465 039
Unités émises dans le cadre d'un placement privé		27 213 002	7 375 277	788 624	-	-	8 163 901
Unités émises dans le cadre d'un placement accréditif		5 284 267	1 510 085	-	-	-	1 510 085
Exercice de bon de souscription	13.2	3 871 003	951 179	(176 979)	-	-	774 200
Expiration de bons de souscription		-	-	(32 721)	32 721	-	-
Exercice d'option	13.5	750 000	224 949	-	(72 449)	-	152 500
Annulation d'option		-	-	-	(3 730)	-	(3 730)
Paie ment fondé sur des actions	13.5	-	-	-	899 205	-	899 205
Bons émis pour services rendus		-	-	153 746	-	-	153 746
Frais d'émission d'unités		-	(188 176)	(71 004)	22 501	-	(236 679)
Perte nette et résultat global		-	-	-	-	(5 777 549)	(5 777 549)
Solde au 30 septembre 2018		171 799 350	35 575 254	4 032 384	4 048 189	(18 555 109)	25 100 718

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

		Pour les périodes de neuf mois terminées	
		30 septembre 2019	30 septembre 2018
		\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
		(4 874 807)	(5 777 549)
		516 231	330 752
	8-10	(4 945)	30 420
		906 674	2 066 188
		417 170	725 517
		84 634	-
	14	(752 242)	(1 368 927)
		(3 707 285)	(3 993 599)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
		(10 110 375)	(9 524 656)
	8	(1 730 082)	(359 104)
		-	(2 562 829)
			(621 111)
		(11 840 457)	(13 067 690)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
		20 250 000	10 066 237
	7	2 000 000	-
		(1 171 944)	-
		-	774 200
		50 000	152 500
		(403 792)	(180 414)
		20 724 264	10 812 523
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		5,176,524	(6 248 766)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		3 794 449	10 147 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		8,970,973	3 899 221
Informations additionnelles			

14

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Nouveau Monde Graphite Inc. (la « Société » ou « Nouveau Monde » ou « NMG ») a été constituée le 31 décembre 2012 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle se spécialise dans l'exploration et l'évaluation de propriétés minières situées au Québec.

Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de croissance TSX sous le symbole NOU. L'adresse du siège social de la Société et sa principale place d'affaires est 331 Brassard, Saint-Michel-des-Saints, (Québec), au Canada.

Au 30 septembre 2019, la Société avait un fonds de roulement positif de 3 829 847 \$ et un déficit cumulé de 26 460 712 \$ et présentait une perte nette de 4 874 807 \$ pour la période de neuf mois terminés à cette date. Le fonds de roulement comprenait un crédit d'impôt à recevoir de 1 339 098 \$ et une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 8 970 973 \$.

La poursuite des activités de la Société et le financement de ses activités de prospection, d'évaluation, de mise en valeur et d'acquisition dépendent de la capacité de la direction à obtenir du financement supplémentaire sous une forme ou une autre, notamment par l'émission d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres, par la réduction des dépenses ou par une combinaison de partenariats stratégiques, de coentreprises, de financements de projet par emprunts, d'accords d'enlèvement, de financements par redevances et d'autres formes de financement offertes sur les marchés financiers. Bien que la direction ait réussi à trouver du financement par le passé incluant 20 250 000 \$ en 2019, rien ne garantit qu'elle soit à nouveau en mesure d'y parvenir dans l'avenir ou que ces sources de financement ou initiatives soient accessibles, ni qu'elles le soient à des conditions qui seront acceptables pour la Société. Dans l'éventualité où la direction ne pourrait obtenir de nouveaux financements, la Société serait dans l'incapacité de poursuivre son exploitation et les montants réalisés des actifs pourraient être inférieurs aux montants qui sont inscrits dans les présents états financiers consolidés. De telles circonstances indiquent la présence d'incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et, par conséquent, sur le caractère approprié de l'utilisation des IFRS s'appliquant aux entités en situation de continuité d'exploitation. Les présents états financiers consolidés ne rendent pas compte des ajustements des valeurs comptables des actifs et des passifs, des charges et des postes de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation n'était pas appropriée. Ces ajustements pourraient être important.

2. MODE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), notamment la Norme comptable internationale 34 Information financière intermédiaire (« IAS 34 »), d'après les mêmes méthodes comptables et modalités d'application que celles utilisées pour les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos à ces dates, à l'exception des méthodes comptables adoptées et mentionnées ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations et notes exigées pour des états financiers consolidés annuels et doivent donc être lus avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, lesquels ont été dressés selon les IFRS. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2019 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 29 novembre 2019.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Nouvelles méthodes comptables adoptées

a) Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location

Le 1er janvier 2019, la société a mis en oeuvre l'IFRS 16, Contrats de location, qui remplace IAS 17, Contrats de location, et les interprétations connexes. La norme prévoit l'utilisation, par les preneurs, d'un modèle unique d'évaluation et de comptabilisation des contrats de location au bilan, éliminant la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. La Société a adopté IFRS 16 en utilisant la méthode rétrospective modifiée et, par conséquent, les données comparatives pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 n'ont pas été retraitées. En vertu de l'IFRS 16, la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et les charges d'intérêts sur les obligations locatives remplacent les charges de loyers qui étaient auparavant comptabilisées sur une base linéaire dans le résultat d'exploitation en vertu de l'IAS 17 sur la durée du contrat de location.

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, la Société a comptabilisé les passifs d'obligations locatives qui étaient auparavant classés en tant que « contrats de location simple » en vertu des principes de la norme IAS 17. Au 1er janvier 2019, la Société a comptabilisé un passif de 682 268 \$ lié à des contrats de location antérieurs, qui sont désormais considérés comme des dettes au moment de l'adoption de la norme IFRS 16 (voir la note 7.2). Ces contrats de location ont été évalués à la valeur actuelle des paiements de location restants, actualisés au 1^{er} janvier 2019 en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré de la Société appliqué aux engagements au titre de la location au 1er janvier 2019 était de 6,38%. Les actifs de droit d'utilisation associés ont été évalués au montant correspondant au passif du contrat de location au 1er janvier 2019 (voir la note 10).

À la suite de l'adoption de la norme IFRS 16, la méthode comptable appliquée aux contrats de location s'appliquait comme suit à compter du 1er janvier 2019:

Au début d'un contrat, la Société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location. Un contrat est, ou contient, un contrat de location s'il donne le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période donnée, moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, la Société détermine si:

- I. Le contrat implique l'utilisation d'un actif identifié;
- II. La Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la période d'utilisation; et
- III. La société a le droit de diriger l'utilisation de l'actif.

La Société comptabilise un droit d'utilisation et un passif au titre de la location à la date de début du contrat. L'actif lié au droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial du passif au titre du contrat de location ajusté pour tout paiement de location effectué à la date de prise d'effet ou avant, majoré des coûts directs initiaux encourus et une estimation des coûts de démantèlement et de suppression des coûts de l'actif sous-jacent ou pour restaurer l'actif sous-jacent ou le site sur lequel il est situé, moins les incitations à la location reçues.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat ne peut être déterminé. La valeur comptable des obligations locatives doit être réévaluée s'il y a un changement ou modification de la durée du contrat de location, des paiements de loyers qui sont en substance des paiements fixes ou un changement dans l'appréciation d'une option d'achat du bien sous-jacent.

La Société comptabilise toutes les composantes non locatives qui se rattache à un contrat locatif comme une seule composante de nature locative. Selon IFRS 16, la Société est en mesure d'appliquer cette mesure de simplification pour la totalité de ses contrats de location.

L'actif lié au droit d'utilisation est ensuite amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire entre la date de début et la plus proche de la fin de la durée de vie utile de l'actif au droit d'utilisation ou la fin de la durée du contrat de location. La durée de vie utile estimée des actifs bénéficiant du droit d'utilisation est déterminée sur la même base que celle des immobilisations corporelles. En outre, l'actif lié au droit d'utilisation est périodiquement réduit du fait des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations du passif du contrat de location.

La durée des contrats de location doit être calculé comme la portion non résiliable du contrat de location additionné de toute option de prolongation dont la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou toute portion résiliable que la Société a la certitude de ne pas résilier.

La Société applique l'exemption sur les contrats de location à court terme, soit les contrats de 12 mois et moins et qui ne comporte pas d'option d'achat. De plus, la Société applique le même traitement pour les contrats de faible valeur, soit ceux reliés à des actifs dont la valeur à neuf est moindre de 8 000 \$. Tous les paiements des contrats court termes et de faibles valeurs sont ainsi passés directement en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Le tableau suivant permet de rapprocher les engagements de la Société en matière de location-exploitation au 31 décembre 2018, comme indiqué précédemment dans les états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société, aux passifs de location constatés lors de l'application initiale de IFRS 16 au 1er janvier 2019 :

ACTIF	
Actifs au titre de droits d'utilisation	682 268
Total de l'actif	682 268
 PASSIF	
Partie courante de la dette à long terme	321 556
Dettes à long terme	360 712
Total du passif	682 268

b) Adoption d'IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a mis en oeuvre IFRIC 23 qui précise comment les exigences de comptabilisation et d'évaluation de IAS 12, *Impôts sur le résultat*, sont appliquées lorsqu'il existe l'incertitude entourant le traitement de l'impôt sur le revenu. L'interprétation impose à l'entité :

- I. De déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux isolément ou plutôt les regrouper, selon l'approche qui prédit le mieux le dénouement de l'incertitude;
- II. De refléter l'effet de l'incertitude dans le montant de l'impôt à payer (à recouvrer) s'il est probable qu'elle paiera ou recouvrera un montant lié à l'incertitude;
- III. D'évaluer une incertitude fiscale selon celle des deux méthodes suivantes, soit la méthode du montant le plus probable ou la méthode de l'espérance mathématique, qui lui semble fournir la meilleure prévision du montant à payer (à recouvrer).

L'adoption de cette interprétation comptable n'a eu aucune incidence pour la Société.

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES

Lorsqu'elle prépare ses états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

L'information sur les estimations et les hypothèses significatives qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après. Les résultats réels peuvent différer significativement.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en oeuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation nécessite l'exercice d'un jugement. Les estimations et hypothèses retenues sont examinées régulièrement et sont basées sur des données historiques et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime raisonnables dans les circonstances.

Provision pour l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

Les activités d'exploration de la Société sont soumises à un certain nombre de lois et de réglementations en matière de protection de l'environnement. La Société comptabilise la meilleure estimation par la direction des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations pour la période au cours de laquelle elles surviennent. Les coûts réellement supportés au cours de périodes futures pourraient être très différents de ces estimations. En outre, les modifications futures des lois et des réglementations, le calendrier des flux de trésorerie estimés et les taux d'actualisation pourraient avoir une incidence sur la valeur comptable de cette provision.

Comptabilisation des actifs d'impôts différés et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

La direction évalue régulièrement la probabilité que ses actifs d'impôts différés se matérialisent. Dans le cadre de cette évaluation, la direction doit déterminer s'il est probable que la Société générera par la suite un revenu imposable suffisant auquel de telles pertes peuvent être imputées pendant la période de report. Par sa nature, cette évaluation nécessite beaucoup de jugement. À ce jour, la direction n'a enregistré aucun actif d'impôts différés excédant les différences temporelles imposables existantes qui devrait s'inverser au cours de la période de report.

Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'hypothèses.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement ou de l'unité génératrice de trésorerie doit être estimée.

Crédits d'impôt

Les crédits d'impôt pour la période en cours et les périodes précédentes sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer, selon la meilleure estimation et le meilleur jugement possible de la direction à la date de clôture. Cependant, des incertitudes subsistent quant à l'interprétation de la réglementation fiscale, en particulier en ce qui concerne les crédits de droits miniers remboursables pour perte et les crédits d'impôt remboursables sur les dépenses d'exploration éligibles, ainsi qu'en ce qui concerne le montant et le moment du recouvrement de ces crédits.

Afin de déterminer si les dépenses engagées sont admissibles aux crédits d'exploration pour l'exploration, la Société doit faire preuve de beaucoup de jugement et recourir à des techniques complexes, ce qui rend incertaine le recouvrement des crédits d'impôt. En conséquence, il peut exister une différence significative entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt et le montant réel des crédits d'impôt reçus

à la suite de l'examen, par les administrations fiscales, de questions sujettes à interprétation. Dans l'éventualité d'une telle différence, un ajustement doit être apporté aux crédits d'impôt pour frais de prospection minière au cours de périodes futures. L'administration fiscale peut prendre beaucoup de temps pour rendre compte de ses décisions en matière fiscale, prolongeant ainsi la période de recouvrement du crédit d'impôt.

Les crédits d'impôt à l'exploration minière que la Société s'attend à récupérer sur une période de plus d'un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont basés sur les meilleures estimations de la Société et dans le meilleur sens possible, comme indiqué ci-dessus. Cependant, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'autorité fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui seront effectivement recouverts et le moment de ce recouvrement peuvent différer considérablement des estimations comptables et affecter la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Contrats de location

Le passif locatif est initialement évalué à la valeur actuelle des paiements locatifs qui n'ont pas été payés à la date de commencement, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut pas être déterminé facilement, au taux d'emprunt supplémentaire de la Société. En règle générale, la Société utilise son taux d'emprunt supplémentaire comme taux d'actualisation.

Les paiements liés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats d'une durée de 12 mois ou moins.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	<u>30 Septembre 2019</u>	<u>31 Décembre 2018</u>
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 970 973	3 794 449

Au 30 septembre 2019, la Société disposait de 779 309 \$ de fonds à usage restreint, dont 621 111 \$ liés à l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations et de 158 198 \$ à une lettre de crédit consenti à Investissement Québec relativement au financement du prêt (note 7).

6. CRÉDITS D'IMPÔTS À RECEVOIR

	<u>30 Septembre 2019</u>	<u>31 Décembre 2018</u>
	\$	\$
Portion courante des crédits d'impôts à recevoir	1 339 098	1 339 098
Portion non courante des crédits d'impôts à recevoir	3 801 262	2 811 454
	<u>5 140 360</u>	<u>4 150 552</u>

Les crédits d'impôt attendus au-delà de 12 mois sont comptabilisés dans les actifs non courants.

7. DETTE À LONG TERME

	<u>30 Septembre 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Financement (7.1)	4 449 775	3 308 141
Obligations locatives (7.2)	453 324	-
Balance à la fin de la période	4 903 099	3 308 141
Portion courante de la dette à long terme	4 711 737	930 841
Portion non courante de la dette à long terme	<u>191 362</u>	<u>2 377 300</u>

7.1 FINANCEMENT

	<u>30 Septembre 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
	\$	\$
Solde de début de la période	3 308 141	-
Produit	2 000 000	3 361 788
Remboursement	(943 000)	-
Frais d'émission	-	(53 647)
Amortissement des frais d'émission	33 346	-
Intérêts à payer capitalisés	51 288	-
Balance à la fin de la période	<u>4 449 775</u>	<u>3 308 141</u>
Portion courante du financement	4 449 775	930 841
Portion non courante du financement	<u>-</u>	<u>2 377 300</u>

Le 21 décembre 2018, la Société a conclu un financement avec Investissement Québec pour un montant total de 4 665 000 \$ au moyen de quatre contrats de prêt distincts dont la première tranche d'un montant de 3 361 788 \$ (943 000 \$ remboursable à court terme et 2 418 788 \$ remboursable à long terme) a été reçue, alors que les sommes restantes à être encaissées le seront au cours de l'année 2019 selon les besoins de trésorerie de la Société, mais sous réserve de la réalisation des conditions énoncées dans les offres de prêt. Les prêts sont garantis par des hypothèques de premier rang d'un montant total de 4 655 000 \$ grevant l'universalité de ses créances et comptes à recevoir présents et futurs.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2019, la Société a remboursé le capital et intérêt pour la tranche de 943 000 \$. La tranche totalisant 2 418 788 \$ et remboursable au 30 juin 2020 a été reclassée à court terme. Les sommes restantes pouvant être encaissées ne l'ont toujours pas été.

Au cours du trimestre se terminant le 30 juin 2019, la Société a conclu une nouvelle entente de financement avec un de ses plus importants actionnaires, Pallinghurst Graphite Limited, pour une somme totale de 2 000 000 \$. Cette entente fut conclue le 18 juin 2019 et l'entente exige un remboursement en totalité du prêt au plus tard le 18 juin 2020. L'entente porte à intérêt à un taux de 9% annuellement et tous intérêts courus devront être payés avec le remboursement du capital, soit au plus tard le 18 juin 2020. Le prêt conclu avec Pallinghurst est non garanti.

Au cours de la période se terminant le 30 septembre 2019, les intérêts payés totalisent 138 664 \$. La charge d'intérêt couvrant la même période totalise 195 470 \$, incluant les intérêts reliés à l'obligation locative.

7.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	<u>30 septembre</u>	<u>31 décembre</u>
	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	\$	\$
Solde de début de la période	-	-
Adoption d'IFRS 16	682,268	-
Nouveaux engagements en vertu de contrats de location	-	-
Remboursement de principal	<u>(228 944)</u>	<u>-</u>
	453 324	-
Portion courante	261 962	-
Portion non courante	<u>191 362</u>	<u>-</u>

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles	Équipements	Ordinateurs	Mobilier	Matériels roulants	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	226 543	1 036 945	62 580	31 864	49 135	9 218	1 416 285
Acquisition	565 275	1 518 146	-	14 661	-	-	2 098 082
Solde au 30 septembre 2019	<u>791 818</u>	<u>2 555 091</u>	<u>62 580</u>	<u>46 525</u>	<u>49 135</u>	<u>9 218</u>	<u>3 514 367</u>
Amortissement cumulé							
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	-	46 871	58 461	5 867	14 771	2 470	128 440
Amortissement	-	45 880	857	5 408	4 027	1 403	57 575
Solde au 30 septembre 2019	<u>-</u>	<u>92 751</u>	<u>59 318</u>	<u>11 275</u>	<u>18 798</u>	<u>3 873</u>	<u>186 015</u>
Valeur comptable nette au 30 septembre 2019	<u>791 818</u>	<u>2 462 340</u>	<u>3 262</u>	<u>35 250</u>	<u>30 337</u>	<u>5 345</u>	<u>3 328 352</u>

	Terrains	Immeubles	Équipements	Ordinateurs	Mobilier	Matériels roulants	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	147 809	446 392	62 107	16 680	45 456	-	718 444
Acquisition	78 734	590 553	473	15 184	3 679	9 218	697 841
Solde au 31 décembre 2018	<u>226 543</u>	<u>1 036 945</u>	<u>62 580</u>	<u>31 864</u>	<u>49 135</u>	<u>9 218</u>	<u>1 416 285</u>
Amortissement cumulé							
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	-	20 298	57 126	739	7 784	-	85 947
Amortissement	-	26 573	1 335	5 128	6 987	2 470	42 493
Solde au 31 décembre 2018	<u>-</u>	<u>46 871</u>	<u>58 461</u>	<u>5 867</u>	<u>14 771</u>	<u>2 470</u>	<u>128 440</u>
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	<u>226 543</u>	<u>990 074</u>	<u>4 119</u>	<u>25 997</u>	<u>34 364</u>	<u>6 748</u>	<u>1 287 845</u>

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, la Société et Hydro-Québec («HQ») ont signé un accord de licence autorisant la Société à utiliser les technologies brevetées de HQ pour la micronisation, la sphéronisation, la purification et le revêtement de graphite naturel visant à servir le marché des batteries lithium-ion. La Société a versé 2 millions de dollars US (2 561 818 \$ CAD) pour l'utilisation des brevets. Ceux-ci ont été classés en immobilisations incorporelles et seront amortis sur la durée des brevets sous-jacents.

	<u>Logiciels</u>	<u>Brevets</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	16 058	2 561 818	2 577 876
Acquisition	-	-	-
Solde au 30 septembre 2019	<u>16 058</u>	<u>2 561 818</u>	<u>2 577 876</u>
Amortissement			
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	3 019	448 105	451 124
Amortissement	<u>2 712</u>	<u>448 107</u>	<u>450 819</u>
Solde au 30 septembre 2019	5 731	896 212	901 943
Valeur comptable nette au 30 septembre 2019	<u>10 327</u>	<u>1 665 606</u>	<u>1 675 933</u>
	<u>Logiciels</u>	<u>Brevets</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	10 741	-	10 741
Acquisition	<u>5 317</u>	<u>2 561 818</u>	<u>2 567 135</u>
Solde au 31 décembre 2018	16 058	2 561 818	2 577 876
Amortissement			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	547	-	547
Amortissement	<u>2 472</u>	<u>448 105</u>	<u>450 577</u>
Solde au 31 décembre 2018	3 019	448 105	451 124
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	<u>13 039</u>	<u>2 113 713</u>	<u>2 126 752</u>

10. ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

	Immeubles	Equipements	Matériels roulants	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût				
Au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Adoption d'IFRS 16 (Note 3)	252,454	320,601	109,213	682,268
Au 1er janvier 2019	252,454	320,601	109,213	682,268
Au 30 septembre 2019	252,454	320,601	109,213	682,268
Dépréciation accumulée				
Au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Adoption d'IFRS 16 (Note 3)	-	-	-	-
Au 1er janvier 2019	-	-	-	-
Amortissement pour la période	101 570	125 180	46 806	273 556
Au 30 septembre 2019	101 570	125 180	46 806	273 556
Valeur comptable nette				
Au 1er janvier 2019	252 454	320 601	109 213	682,268
Au 30 septembre 2019	150 884	195 421	62 407	408 712

11. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	Solde au 1 ^{er} janvier 2019	Acquisition	Crédit d'impôt net	Solde au 30 septembre 2019
	\$	\$	\$	\$
Québec, Canada				
Propriété-Matawinie				
Droit minier	1 657 778	603 577	-	2 261 355
Frais d'exploration et d'évaluation	22 594 705	7 507 203	(989 808)	29 112 100
Total	24 252 483	8 110 780	(989 808)	31 373 455
	Solde au 1^{er} janvier 2018	Acquisition	Crédit d'impôt net	Solde au 31 décembre 2018
	\$	\$	\$	\$
Québec, Canada				
Propriété-Matawinie				
Droit minier	861 764	796 014	-	1 657 778
Frais d'exploration et d'évaluation	8 117 675	17 061 806	(2 584 776)	22 594 705
Total	8 979 439	17 857 820	(2 584 776)	24 252 483

Les frais d'exploration et d'évaluation sont nets de toutes subventions comptabilisées en lien avec ces frais.

12. OBLIGATION LIÉE À LA MISE HORS SERVICE

Au 30 septembre 2019, l'obligation liée à la Propriété Matawinie est de 621 111 \$ (621 111 \$ au 31 décembre 2018).

13. CAPITAUX PROPRES

13.1 Capital-actions

Capital-actions autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes et participantes, sans valeur nominale.

Le 25 avril 2019, la Société a clôturé le placement privé sans courtage avec Pallinghurst constitué de 43 825 000 actions ordinaires du capital de la Société, au prix de 0,235 \$ par action ordinaire pour un produit brut total de 10 298 875 \$ (le « Placement Pallinghurst ») aux termes d'un contrat de souscription en date du 2 avril 2019 annoncé précédemment. Au terme de la clôture, Pallinghurst détenait 19,99% des actions ordinaires en circulation de la Société.

Le 28 juin 2019, la Société a complété un placement privé constitué de 42 345 213 actions ordinaires du capital de la Société au prix de 0,235 \$ par action ordinaire pour un produit brut total de 9 951 125 \$ (le « Placement privé »).

13.2 Bons de souscription

	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	52 039 727	0,39	43 192 476	0,36
Émis	-	-	14 261 837	0,40
Exercés	-	-	(3 871 003)	0,20
Expirés	(9 863 498)	0,39	(1 543 583)	0,31
Solde à la fin de la période	42 176 229	0,39	52 039 727	0,39

Date d'échéance	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice
		\$		\$
15 juin 2019	-	-	2 506 000	0,35
19 septembre 2019	-	-	7 357 498	0,40
20 octobre 2019	15 410 087	0,40	15 410 087	0,40
17 mai 2020	3 333 336	0,40	3 333 336	0,40
13 juillet 2020	4 480 584	0,40	4 480 584	0,40
28 septembre 2020	5 792 584	0,40	5 792 584	0,40
2 octobre 2020	655 333	0,40	655 333	0,40
22 décembre 2020	7 534 914	0,35	7 534 914	0,35
7 février 2021	4 969 391	0,35	4 969 391	0,35
	42 176 229		52 039 727	

13.3 Options de courtier

	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	1 474 525	0,31	1 335 711	0,30
Émis	-	-	331 994	0,30
Exercés	-	-	(90 000)	0,23
Expirés	(607 360)	0,30	(103 180)	0,30
Solde à la fin de la période	867 165	0,34	1 474 525	0,31

Les options de courtier en circulation pouvant être exercées en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établissent comme suit :

Date d'échéance	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice \$	Nombre	Prix d'exercice \$
7 février 2019	-	-	26 100	0,35
19 Septembre 2019	-	-	581 260	0,30
20 Octobre 2019	535 171	0,30	535 171	0,30
13 Juillet 2020	125 669	0,40	125 669	0,40
28 Septembre 2020	127 689	0,40	127 689	0,40
2 octobre 2020	78 636	0,40	78 636	0,40
	<u>867 165</u>		<u>1 474 525</u>	

13.4 Bons consultatifs

	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de la période	1 771 665	0,36	-	-
Émis	-	-	1 771 665	0,36
Solde à la fin de la période	<u>1 771 665</u>	<u>0,36</u>	<u>1 771 665</u>	<u>0,36</u>

Le nombre de bons consultatifs en circulation pouvant être exercés en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établissent comme suit :

Date d'échéance	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice \$	Nombre	Prix d'exercice \$
20 Octobre 2019	1 150 000	0,39	1 150 000	0,39
13 Juillet 2020	55 000	0,30	55 000	0,30
2 octobre 2020	566 665	0,30	566 665	0,30
	<u>1 771 665</u>		<u>1 771 665</u>	

13.5 Paiements fondés sur des actions

Le conseil d'administration détermine le prix par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires pouvant être attribuées à chaque administrateur, dirigeant, employé ou consultant ainsi que toutes les autres conditions rattachées à l'option, sous réserve des règles de la bourse de croissance TSX.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou contractuelle de racheter ou de régler les options en trésorerie.

Les options sur actions de la Société se présentent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début de la période	11 450 000	0,29	9 050 000	0,27
Octroyées	5 275 000	0,25	4 400 000	0,34
Exercées	(250 000)	0,20	(750 000)	0,20
Expirées	(650 000)	-	(600 000)	0,30
Renoncées	-	0,30	(650 000)	0,36
Solde à la fin de la période	15 825 000	0,28	11 450 000	0,29
Options pouvant être exercées	13 718 750	0,28	11 087 500	0,29

Date d'expiration	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre	Prix de l'exercice	Nombre	Prix de l'exercice
		\$		\$
3 avril 2019	-	-	250 000	0,20
11 mai 2020	500 000	0,27	500 000	0,27
9 juin 2020	600 000	0,18	600 000	0,18
10 octobre 2020	300 000	0,35	300 000	0,35
7 janvier 2021	650 000	0,20	650 000	0,20
11 février 2021	250 000	0,20	250 000	0,20
18 mars 2021	225 000	0,20	225 000	0,20
15 juin 2021	175 000	0,30	175 000	0,30
1 novembre 2021	250 000	0,25	250 000	0,25
2 novembre 2021	500 000	0,45	500 000	0,45
23 décembre 2021	575 000	0,25	575 000	0,25
1 janvier 2022	500 000	0,30	-	-
13 février 2022	1 500 000	0,275	1 800 000	0,275
1 juillet 2022	500 000	0,30	-	-
11 juillet 2022	500 000	0,30	500 000	0,30
25 septembre 2022	725 000	0,35	725 000	0,35
25 septembre 2022	150 000	0,40	150 000	0,40
20 octobre 2022	200 000	0,39	200 000	0,39
27 novembre 2022	200 000	0,42	200 000	0,42
18 mai 2023	2 800 000	0,32	3 150 000	0,32
21 juin 2023	450 000	0,31	450 000	0,31
27 mai 2024	1 125 000	0,235	-	-
12 septembre 2024	3 150 000	0,235	-	-
	<u>15 825 000</u>		<u>11 450 000</u>	

14. INFORMATIONS ADDITIONNELLES – FLUX DE TRÉSORERIE

	Pour les périodes de neuf mois terminées	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018
	\$	\$
Souscription à recevoir	-	(352 068)
Taxe de vente à recevoir	515 212	(511 021)
Charges payées d'avance	(25 457)	(6 961)
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 241 997)	(498 877)
Total	(752 242)	(1 368 927)
Éléments sans incidence sur la trésorerie :	Pour les périodes de neuf mois terminées	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018
	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer inclus dans les actifs d'exploration et d'évaluation	2 034 399	3 404 366
Comptes créditeurs et charges à payer inclus dans les immobilisations corporelles	368 000	-

15. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

La Société évalue son capital en fonction de la valeur comptable des capitaux propres et des emprunts. Le capital est de 44 071 780 \$ au 30 septembre 2019 (26 963 492 \$ au 31 décembre 2018).

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisition, d'exploration et d'évaluation de propriétés minières. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

16. ÉVALUATION DES JUSTES VALEURS

Instrument financiers évalués à la juste valeur

Ce qui suit présente les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière en conformité avec la hiérarchie de la juste valeur.

Cette hiérarchie classe les actifs et passifs financiers en trois niveaux fondés sur l'importance des données servant à évaluer leur juste valeur. La hiérarchie de juste valeur comprend les niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date de clôture;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 : des données des actifs ou des passifs qui ne sont pas observables (données non observables).

Les placements en actions évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière aux 30 septembre 2019 et 31 décembre 2018 sont classés dans le niveau 1. Pour tous les autres actifs et passifs financiers, leur valeur comptable nette constitue une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de leurs échéances relativement courtes.

17. ENGAGEMENTS

La Société est financée en partie par l'émission d'actions accréditatives et, en vertu de règles fiscales relatives à ce type de financement, la Société s'est engagée à réaliser des travaux d'exploration minière.

Ces règles fiscales fixent également des échéances pour la réalisation des travaux d'exploration qui doivent être entrepris au plus tard à la première des dates suivantes :

- Deux ans suivant les placements accréditifs;
- Un an après que la Société a renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux d'exploration.

Cependant, il n'existe aucune garantie selon laquelle ces dépenses d'exploration seront admissibles à titre de frais d'exploration au Canada, même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le refus de certaines dépenses par l'administration fiscale pourrait avoir un impact fiscal négatif pour les investisseurs.

La Société a reçu un montant de 2 302 336 \$ en 2018 à la suite de placements accréditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales. De ce placement, un montant de 514 927 \$ devra être dépensé d'ici au 31 décembre 2019.

18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

La Société a reçu et encaissé une subvention provenant du programme d'appui à la recherche et à l'innovation du domaine minier « PARIDM » totalisant 400 365\$. Cette somme a été comptabilisé dans les montants à recevoir en date du 30 septembre 2019 considérant que l'encaissement est le résultat d'un événement qui avait été initié avant le 30 septembre 2019.